

Suivi de la politique gouvernementale – Riposte à Macron

Olivier Dartigolles – 06 juillet 2020

Retour sur les premières déclarations du nouveau Premier Ministre Jean Castex.

Sur le plateau de TF1, pour se définir, le nouveau Premier Ministre dit ceci : « Je suis un gaulliste social. Mes valeurs, c'est la responsabilité, la laïcité, l'autorité. Ce sont celles de la République (...) On ne peut pas tout attendre de l'État. Chacune, chacun d'entre-nous peut agir pour son pays (...) Pour distribuer de la richesse, ce qui est nécessaire pour maintenir le pacte social, il faut d'abord la produire ». Dans une entretien publié dans le JDD, Jean Castex présente ses priorités et sa méthode. Que retenir à ce stade ?

Sur le « nouveau chemin » : « La France se retrouve face à deux défis : la crise sanitaire et la reconstruction de notre économie / Rendre le pays plus fort qu'avant et engager une relance économique, écologique et sociale / L'épidémie a mis en évidence le besoin impérieux de retrouver une souveraineté économique et d'aller vers une société moins inégalitaire / Nous ne sommes pas dans une logique de rupture par rapport à ce qui a été fait, mais nous devons démontrer que nous savons faire face et ça suppose une évolution de la méthode ».

Sur la méthode : « Le dialogue, la mobilisation de tous, l'obsession de la mise en œuvre concrète de ce pourquoi nous nous engageons, la conviction que plus on agit près du terrain, plus on est efficace / je crois avoir une aptitude à négocier, à fédérer, à agir par les territoires / il faut réhabiliter l'engagement politique et le sens de l'intérêt général (...) je ne crois pas au consensus mou. Le temps est à l'action ».

Sur son identité politique : « J'ai toujours pensé que le gaullisme dépasse les clivages traditionnels et je m'inscris donc pleinement dans la logique de dépassement politique engagée par le Président de la République au service des Français. Les notions de droite et de gauche ont toujours une signification, mais dans la situation de notre pays il faut savoir aller au-delà (...) Je m'intéresse à ce qui rassemble. Pas simplement pour créer du consensus, mais parce que c'est un gage d'efficacité ». Alors qu'il vient de démissionner du parti Les Républicains, Jean Castex précise : « il me semble naturel de m'inscrire sans ambiguïté dans le mouvement majoritaire qui soutient l'action du Président / Le plus important, c'est ma relation avec la majorité parlementaire. Celui qui accepte de devenir Premier ministre est, par vocation, le chef de la majorité : c'est son devoir de l'animer et de l'associer, dans l'écoute et la pédagogie ».

Sur un « nouveau pacte social » : « Des décisions essentielles sont sur la table. L'emploi (...) le soutien aux soignants et la transformation de notre système de santé dans le cadre du Ségur que je conclurai la semaine prochaine (...) Le plan de relance doit être finalisé, à quoi s'ajoutent les réformes qui étaient dans les tuyaux sur les retraites et l'assurance chômage. Et celle de la dépendance qui devra venir ensuite et correspond à une nécessité. Tous ces sujets sont directement impactés par la crise, ce qui nécessite de les reprendre dans un cadre concerté et avec une cohérence d'ensemble ».

Sur la réforme des retraites : « Dire que l'on va réexaminer un sujet, ce n'est pas se renier (...) La crise a aggravé fortement le déficit de nos régimes de retraites. Je souhaite reprendre le dialogue avec les partenaires sociaux (...) Nous devons nous fixer un nouvel agenda social ».

Sur la relation avec les « territoires » et l'intervention de l'Etat : « La réconciliation doit aussi concerner les territoires et tout ce que l'on appelle les « corps intermédiaires » (...) L'Etat peut aussi exister sur les territoires. Durant la crise du Covid, j'ai beaucoup plaidé pour l'efficacité du couple « maire-préfet ». Certes, l'Etat ne peut pas tout faire. Mais il peut faire mieux en faisant autrement.

Sur l'écologie : « Agir pour l'environnement n'est pas une option, c'est une obligation. S'il y a un tournant, je le voudrais dans l'exécution et la réalisation (...) Plus vous donnez à l'écologie un caractère idéologique, plus elle est clivante. Il faut accélérer à partir des territoires et des expériences qui marchent ». A noter, Castex n'a pas dit un mot sur la Convention citoyenne du climat.

Sur un plan politique et plus institutionnel, nous franchissons une nouvelle étape dans l'hyper-présidentialisation de nos institutions, avec une mise sous tutelle élyséenne de Matignon symbolisée par la nomination d'un nouveau Premier ministre qui n'est pas une « personnalité politique » - mais qui va le devenir...-, connu comme haut-fonctionnaire et par les postes qu'il a occupés sous la présidence de Nicolas Sarkozy (secrétaire général adjoint de l'Élysée et directeur de cabinet du ministre Xavier Bertrand). Un proche d'Emmanuel Macron, Nicolas Revel, que le chef de l'État

n'avait pas réussi à imposer à Édouard Philippe en début du quinquennat, sera le directeur de cabinet de Jean Castex. Pour autant, contrairement à ce qui a été beaucoup exprimé à l'annonce de cette nomination, le nouveau Premier Ministre ne sera pas un simple « collaborateur » et on ne peut réduire son profil à celui d'un représentant de la technocratie. Avec ce choix, Emmanuel Macron adresse deux signaux forts :

- pas de rupture avec ce qui a été fait depuis 2017, la dernière ligne droite du quinquennat restera... à droite.

Le fait de remettre aussi rapidement à l'agenda politique et social la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage en dit long sur la détermination de l'exécutif à ne rien lâcher. Dans son entretien avec la presse régionale, Emmanuel Macron propose « de rompre collectivement avec une maladie française : ma préférence pour le chômage ».

- Castex, élu local, avec un savoir-faire en terme de « dialogue », disposant d'un large réseau, aura la charge de faire oublier la verticalité et l'arrogance du pouvoir macronien. Il va s'agir pour le nouvel exécutif de vite tourner la page de la déroute aux élections municipales et de se remettre en mouvement sur les principaux chantiers pointés par E. Macron puis par J. Castex. Dans un climat social marqué par de très nombreux dossiers brûlants, des mobilisations pour l'emploi et les salaires (voir agenda), dans un pays où les grandes questions qui ont provoqué le mouvement inédit des Gilets jaunes puis la contestation sur la réforme des retraites restent entières et explosives, où les effets de la crise économique et sociale auront des conséquences très sévères pour les plus fragiles, les familles populaires, les jeunes, Emmanuel Macron, qui n'a pas obtenu d'union nationale après le confinement, va tenter de reprendre la main et chercher à obtenir quelques résultats concrets d'ici à 2022. C'est la mission de Jean Castex et du nouveau gouvernement. Avec une première étape : un plan de relance avant la fin de l'été sous la forme d'un projet de loi dédié ou via le budget 2021 (il n'y aura pas un 4ème budget correctif).

Le nouveau gouvernement

La nouvelle équipe gouvernementale (voir la composition en fin de note) a été présentée hier soir.

Un premier constat : E. Macron n'élargit pas son socle politique, pas de prise de guerre au sein de la gauche (la présidente du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale a été approchée et a refusé) ou de la droite parlementaire (des noms avaient circulé). Le pouvoir macronien a donc dû actionner d'autres leviers.

Le principal enseignement de ce remaniement est une nouvelle droitisation à très forte coloration sarkozyste.

Une journaliste du Figaro a ainsi commenté : « de Matignon à Beauvau, en passant par Bercy et la Chancellerie... en macronie, tous les chemins mènent à Nicolas Sarkozy ». La surprise est venue de la promotion de Gérard Darmanin, qui était donné partant de Bercy pour un grand ministère social, il remplace Castaner au ministère de l'Intérieur. Ce qui fait donc dire qu'un sarkozyste du premier cercle aura la charge des forces de l'ordre, du corps préfectoral, des élections... Beaucoup de commentateurs y voient un mimétisme avec le propre parcours de Nicolas Sarkozy (Bercy puis Beauvau) avant son accession à la Présidence de la République.

Les nominations d'Eric Dupont-Moretti au ministère de la Justice, et de Roselyne Bachelot à la Culture, ont bien évidemment fait beaucoup réagir. C'est fait pour. Quelle sera la feuille de route de l'avocat tonitruant à la chancellerie ? Dès hier soir, l'Union syndicale des magistrats a dénoncé une déclaration de guerre. A noter, deux ministres (Darmanin et Dussopt), directement touchés par des affaires judiciaires en cours, sont promus.

Des recrutements et des périmètres d'action confirment la détermination de l'exécutif à ne pas changer de cap, à ne pas se « réinventer », et même à aggraver des orientations, ne tirant pas les enseignements de la crise sanitaire que nous venons de vivre et de la crise économique et sociale qui sera très sévère. La nouvelle ministre de l'Insertion, élue du département du Haut-Rhin, a expérimenté un bénévolat obligatoire pour les allocataires du RSA. Amélie de Montchalin doit « transformer la fonction publique »... Des domaines essentiels - comme le logement ou le sport - sont relégués. Enfin, certaines attributions n'apparaissent pas très claires à ce stade. c'est le cas de la présence de Marlène Schiappa auprès de Darmanin sur les enjeux de « citoyenneté ».

Les secrétaires d'État seront nommés dans un second temps. Le discours de politique générale sera présenté après l'intervention d'Emmanuel Macron le 14 juillet (entretien à la TV).

Agenda

Mardi 7/07. Débrayages sur des sites Fedex à l'appel de plusieurs syndicats pour demander des hausses de salaires / Publication de l'INSEE sur les décès pendant la pandémie selon le pays d'origine / Résultats du baccalauréat.

Mercredi 8/07. Sanofi : rassemblement contre les suppressions de postes, à l'appel de la CGT qui tiendra une conférence de presse / Airbus : manifestation des salariés dans les installations du groupe / CSE extraordinaire à BWA à côté de Tulle, plus de 350 emplois menacés / CSE à l'usine Smart à Hambach / Le tribunal de commerce de Paris rend sa décision sur la reprise de La Halle / Conférence de presse de François Baroin (AMF), Dominique Bussereau (ADF) et Renaud Muselier (Régions de France) pour présenter le nouvel acte de décentralisation de Territoires Unis, en présence de Gérard Larcher / OCDE, publication des statistiques sur l'impôt des sociétés.

Jeudi 9/07. Conférence de presse de Didier Migaud, président de la haute Autorité pour la transparence de la vie publique pour présenter le rapport d'activité 2019 / Ségur de la santé : manifestation des internes / La Fédération Commerce et services CGT appelle à une journée de grève et de mobilisation pour l'emploi et les salaires / Blagnac : manifestations au siège d'Airbus à l'appel de la CGT dans le cadre d'une journée d'action régionale pour soutenir la filière aéronautique / Insee : publication de diverses études sur les jeunes.

Vendredi 10/07. Plus de 120 chauffeurs Uber demandent aux prud'hommes une requalification de leur relation contractuelle en salariat.

Composition du gouvernement Castex :

Premier ministre, chef du gouvernement : Jean Castex

Les ministres :

Ministre de l'Europe des Affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian
Ministre de la Transition écologique : Barbara Pompili
Ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports : Jean-Michel Blanquer
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance : Bruno Le Maire
Ministre des Armées et de la Défense : Florence Parly
Ministre de l'Intérieur : Gérard Darmanin
Ministre du Travail de l'Emploi et de l'Insertion : Élisabeth Borne
Ministre des Outre-Mer : Sébastien Lecornu
Ministre de la Justice, Garde des Sceaux : Eric Dupont-Moretti
Ministre de la Cohésion et des Territoires : Jacqueline Gourault
Ministre de la Culture : Roselyne Bachelot
Ministre de la Santé et des Solidarités : Olivier Véran
Ministre de la Mer : Annick Girardin
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation : Frédérique Vidal
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation : Julien Denormandie
Ministre de la Fonction et de la Transformation publique : Amélie de Montchalin

Les ministres délégués :

Ministre délégué aux Relations avec le Parlement : Marc Fesneau
Ministre déléguée à l'Égalité Femmes-Hommes, aux Droits et à l'Égalité des chances : Elisabeth Moreno
Ministre délégué au Commerce extérieur et à l'Attractivité : Frank Riester
Ministre déléguée au Logement : Emmanuelle Wargon
Ministre délégué aux Transports : Jean-Baptiste Djebbari
Ministre délégué aux Comptes publics : Olivier Dussopt
Ministre déléguée à l'Industrie : Agnès Panier Runacher
Ministre délégué aux PME : Alain Griset
Ministre déléguée aux Sports : Roxana Maracineanu
Ministre déléguée à la Mémoire et aux Anciens combattants : Geneviève Darrieussecq
Ministre déléguée à la Citoyenneté : Marlène Schiappa
Ministre déléguée à l'Insertion : Brigitte Klinkert
Ministre déléguée chargée de la Ville : Nadia Hai
Ministre déléguée à l'Autonomie : Brigitte Bourguignon